COMITE SYNDICAL
SEANCE DU 15 SEPTEMBRE 2016

Le quinze septembre deux mille seize, à quatorze heures trente, les représentants du Syndicat Mixte pour le Traitement et la Valorisation des Déchets Ménagers Résiduels, Valor3e, légalement convoqués le sept septembre deux mille seize, se sont réunis au siège de Valor3e, à La Séguiinière.

Etaient présents : Messieurs Jacky BOURGET, Président, Cédric VAN VOOREN, Vice-Président, Jacques RETHORE, Vice-Président, Gérard ESNAULT, Vice-Président, Denis SOURICE, Joël BARAUD, membres du Bureau, Jacques LUCAS et Pierre MARY (représentant Pierre MALINGE), Mesdames Mireille DALAINE, Danielle ALLAIN et Danièle GADAIS, Messieurs Fabrice CUCHOT, Philippe BRETAUDEAU, Jean TEURNIER, Christian BERNARD, Jean-René FONTENEAU et Jean-François BAZIN (représentant Jean-Paul BREGEON)

Etaient excusés : Messieurs Jean-Paul BREGEON (représenté par Jean-François BAZIN), Pierre MALINGE (représentée par Pierre MARY) et Roland OUVRARD.

Etaient absents : Messieurs Serge GUINAudeau, Maurice DILE et Paul CORBET.

Monsieur Gérard ESNAULT est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le quorum (17 élus présents sur 21) étant atteint, le Comité Syndical a valablement délibéré.
En application des statuts, et notamment l’article 27 du Règlement Intérieur du Comité Syndical, le procès-verbal de la séance du 7 juin est soumis à approbation.

Les membres du Comité Syndical, à l’unanimité (17 voix pour), décident d’approuver celui-ci.

2 - ADMINISTRATION GENERALE - ATTRIBUTIONS EXERCEES PAR DELEGATION DE L’ORGANE DELIBERANT


Lors de chaque réunion de l’assemblée délibérante, il est rendu compte des décisions prises en application de cette délégation.

Depuis la séance précédente du 7 juin 2016, le Président a pris les décisions suivantes au titre de la délégation donnée par l’organe délibérant :

- Décision n°2016/04 portant acceptation de l’offre proposée par le Laboratoire INOVALYS selon les prix forfaitaires suivants :
  - Fossés périphériques et bassins : 173,12 € HT
  - Lagunes et silos de lixiviats : 1 322,60 € HT
  - Piézomètres ISDND : 1 770,12 € HT
  - Piézomètres Usine Tri Compostage : 194,34 € HT
  - Frais relatifs aux prélèvements : 394,90 € HT
  - Bassin Saint-Germain-sur-Moine : 297,87 € HT
  - Analyse compost : 524,79 € HT

- Décision n°2016/05 portant validation de l’offre faite par le groupement d’entreprises CHARIER TP/SODAF GEO INDUSTRIES/SOURICE TERRASSEMENTS dans le cadre du marché conclu avec ce groupement (mise en place d’une prairie fleurie en remplacement d’un engazonnement classique pour un surcoût de 0,07€ par m² pour le recouvrement de l’alvéole n°1 du casier 4 ISDND de Bourgneuf-en-Mauges)
Monsieur le Président laisse la parole à Madame Véronique BLAYO et Monsieur Quentin HUILLARD des cabinets d’études ANTEA et STRATORIAL FINANCES pour qu’ils présentent les conclusions de l’étude qu’ils ont menée depuis avril 2016.

Au cours de la présentation, Monsieur Denis SOURICE indique que le coût plus élevé pour le territoire de Sèvremoine s’explique par la volonté de la collectivité de faire effectuer la collecte par une structure d’insertion. Monsieur le Président rappelle que ce choix est sans conséquence financière pour Valor3e étant donné qu’il s’agit de la collecte dont la responsabilité est celle de Mauges Communauté.

Monsieur Gérard ESNault s’interroge sur la gestion du transfert des déchets recyclables. Monsieur le Président explique que la situation actuelle sera maintenue étant donné la diversité des solutions mises en place par les collectivités adhérentes. Il est pris l’exemple du SIRDOMDI dont le coût de transfert est non identifiable car inclus dans le prix unitaire de collecte.

A l’issue de la présentation, Monsieur Jacques LUCAS exprime son point de vue sur l’intérêt de la séparation des flux pour permettre d’atteindre les prix de tri les plus bas possibles. Monsieur Cédric VAN VOOREN explique que la Communauté d’Agglomération du Choletais est en cours de réflexion pour justement voir les conditions économiques et techniques pour un tel schéma. Les difficultés rencontrées sont techniques avec la ville centre de Cholet dont l’implantation de nouveaux points d’apports volontaires est complexe. En outre, cet EPCI va fusionner avec la Communauté de Communes du Bocage et les communes du Vihiersois vont adhérer au nouvel EPCI. Il y a donc un besoin de repenser dans sa globalité le service offert à l’habitant.

Monsieur le Président explique face aux demandes que l’étude a été faite en intégrant l’extension des consignes de tri et ne prévoit nullement un transfert des contrats des éco-organismes à Valor3e.

Monsieur le Président exprime sa conviction de voir confier à Valor3e la gestion du tri des déchets recyclables car cela conforte l’équipement public de Saint-Laurent-des-Autels. Ceci permet une mutualisation des coûts sur une échelle pertinente et avec un territoire élargi. Cette gestion offre également une souplesse pour la Communauté d’Agglomération du Choletais qui peut décider ou non de modifier son flux de collecte. Seule la conséquence financière de ce choix lui appartient pour une optimisation plus ou moins large des coûts partagés et communs.

Pour terminer Monsieur le Président indique qu’une gestion au niveau de Valor3e permet de répondre aux demandes et aux recommandations de l’ADEME qui est d’avoir moins de centres de tri pour qu’ils soient de taille plus importante.

Après 3 années d’études, le Syndicat Mixte Valor3e a été créé pour mettre en œuvre une politique unifiée de gestion des ordures ménagères résiduelles. En une décennie, Valor3e a ainsi mis en place :
- Le centre de transfert des déchets de Saint-Germain-sur-Moine,
- L’unité de tri-compostage de Bourgneuf-en-Mauges,
- Le 4ème casier de l’installation de stockage des déchets non dangereux de Bourgneuf-en-Mauges,
- Des marchés publics de transport et de traitement des ordures ménagères au sein d’installations privées.

Selon ses statuts Valor3e s’était vu confier, comme compétences, les flux de déchets ménagers résiduels et de tout-venant de déchetteries. En 2009, face à l’impossibilité de mettre en place une unité d’incinération, la gestion des tout-venants de déchetteries a été restituée aux intercommunalités adhérentes.

Depuis cette date, le contexte territorial, contractuel et organisationnel a changé :

- En termes de territoire, Valor3e va voir le nombre de ses structures intercommunales adhérentes divisé par deux. Au premier janvier 2017, il n’y aura plus que 4 intercommunalités au lieu des 8 actuelles.
- En termes contractuel, les futurs agréments ministériels des éco-organismes vont chercher à uniformiser les consignes de tri appliquées aux habitants.
- En termes organisationnel, les centres de tri de proximité sont condamnés en raison des nouvelles normes « cabines » et de l’automatisation des équipements pour augmenter les rendements.

Face à ces évolutions connues et à venir, le Bureau de Valor3e s’est prononcé sur la nécessité d’une étude d’opportunité sur l’avenir de la structure pour rester une force de proposition dans cet environnement évolutif.

Par délibération en date du 25 novembre 2015, les membres du Comité Syndical de Valor3e se sont prononcés favorablement et à l’unanimité sur la réalisation de cette étude.

Après une quinzaine d’entretiens, les cabinets ANTEA et STRATORIAL FINANCES ont établi cinq scénarii d’évolution possible vis-à-vis de la gestion des déchets recyclables :
- Maintien de la situation actuelle avec la gestion du centre de tri de Saint-Laurent-des-Autels par Mauges Communauté,
- Gestion par Valor3e de la compétence tri des déchets recyclables avec l’envoi vers Saint-Laurent-des-Autels des tonnages des EPCI et mise en concurrence pour les tonnages de la Communauté d’Agglomération du Choletais (déchets en mélange)
- Gestion par Valor3e de la compétence tri des déchets recyclables avec l’envoi de tous les tonnages sur Saint-Laurent-des-Autels après une opération de pré-tri pour les déchets en mélange de la Communauté d’Agglomération du Choletais
- Gestion par Valor3e de la compétence tri des déchets recyclables avec l'envoi vers Saint-Laurent-des-Autels de tous les tonnages suite à une modification du centre de tri

- Gestion par Valor3e de la compétence tri des déchets recyclables avec l'envoi vers Saint-Laurent-des-Autels de tous les tonnages suite à une modification des conditions de collecte sur la Communauté d'Agglomération du Choletais pour séparer le flux papier des emballages

Lors de la réunion du 5 juillet 2016, les élus de Valor3e ont fait le choix de n'étudier que les 4 derniers scénarii pour poursuivre l'étude.

*Monsieur le Président, sur demande, suspend la séance dix minutes pour permettre aux délégués de se concerter par collectivité.*

Les membres du Comité Syndical, à l'unanimité (17 voix pour), décident :

- De valider les résultats de l'étude réalisée par les bureaux d'études ANTEA et STRATORIAL FINANCES,

- De se prononcer pour la prise de compétence au niveau de Valor3e de la gestion des déchets recyclables issus des collectes sélectives.

4 - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - MODIFICATIONS DES STATUTS DE VALOR3E

L'exercice d'une nouvelle compétence au niveau du Syndicat Mixte Valor3e suppose naturellement une révision des statuts de la structure qui constituent le fondement juridique de toute intervention pour le syndicat.

Face aux propositions faites par les cabinets ANTEA et STRATORIAL FINANCES, il est judicieux de reprendre au niveau de Valor3e la gestion des déchets recyclables issus des collectes sélectives. De cette manière, on table sur une gestion plus économe en deniers publics et plus fonctionnelle avec une simplification des intervenants.

Mais ce changement n'est pas la seule raison qui justifie l'engagement d'une révision des statuts de Valor3e.

En effet, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, les statuts doivent préciser la répartition des sièges composant son comité syndical. Avec la fusion annoncée de l'ensemble des EPCI adhérents et l'adhésion des communes du Vihiersois vers la Communauté
d’Agglomération du Choletais, la représentation des adhérents sera bouleversée au premier janvier 2017 prochain.

Le tableau ci-dessous présente la composition du comité syndical avant et après la fusion des structures adhérentes :

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Situation actuelle</th>
<th>Situation en appliquant les actuels statuts au 1er janvier 2017</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>CA du Choletais</td>
<td>4 titulaires et 2 suppléants</td>
<td>4 titulaires et 2 suppléants</td>
</tr>
<tr>
<td>CC du Bocage</td>
<td>2 titulaires et 1 suppléant</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CA Mauges Communauté</td>
<td>2 titulaires et 1 suppléant</td>
<td>4 titulaires et 2 suppléants</td>
</tr>
<tr>
<td>SIRDOMDI</td>
<td>4 titulaires et 2 suppléants</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CC Vallée de Clisson</td>
<td>3 titulaires et 1 suppléant</td>
<td>3 titulaires et 1 suppléant</td>
</tr>
<tr>
<td>CC Sèvre, Maine et Goulaine</td>
<td>2 titulaires et 1 suppléant</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CC Vallet</td>
<td>2 titulaires et 1 suppléant</td>
<td>3 titulaires et 1 suppléant</td>
</tr>
<tr>
<td>CC Loire-Divatte</td>
<td>2 titulaires et 1 suppléant</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Valor3e ne peut pas, deux ans après la mise en place de son comité syndical suite aux élections de mars 2014, perdre 7 délégués titulaires et 4 délégués suppléants.

Il est donc nécessaire de modifier les statuts pour permettre le maintien de la représentativité durant la fin de ce mandat.

Les membres du Comité Syndical approuvent l’idée de maintenir la représentativité telle qu’elle est issue des élections de mars 2014. Il est aussi demandé qu’en même temps ne soit pas perdue l’idée d’une stabilité des prix de traitement.

Les membres du Comité Syndical, à l’unanimité (17 voix pour), décident :
- d’approuver la modification des statuts en renouvelant la composition du comité syndical,
- d’approuver la modification des compétences dont la gestion est confiée à Valor3e par les adhérents,
- d’autoriser Monsieur le Président à solliciter chaque établissement public adhérent pour délibérer sur cette modification,
- de demander à Madame le Préfet du Maine et Loire de prendre l’arrêté à l’issue de la procédure de révision.

5 - FINANCES - DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET 2016

L’exercice comptable 2016 nécessite une modification des inscriptions budgétaires. Cette modification a pour objet de réaliser l’opération suivante :

- Opérations d’ordre budgétaire sur demande de la Trésorerie pour un montant de 6 104 €;

En détail, les écritures budgétaires à réaliser sont :

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>RECETTES</th>
<th>DEPENSES</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>FONCTIONNEMENT</td>
<td>c/ 777 : + 6 104 €</td>
<td>c/ 611 : + 6 104 €</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td>+ 6 104 €</td>
<td>+ 6 104 €</td>
</tr>
<tr>
<td>INVESTISSEMENT</td>
<td>c/ 1641 : + 6 104 €</td>
<td>c/ 139151 : + 6 104 €</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td>+ 6 104 €</td>
<td>+ 6 104 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les membres du Comité Syndical, à l’unanimité (17 voix pour), décident :

- d’approuver la Décision Modificative du Budget pour l’année 2016,
- d’autoriser Monsieur le Président à effectuer les écritures comptables résultant de cette décision modificative.

L’ordre du jour étant épuisé, la séance est close à 16h40.

Le Président,
Jacky BOURGET

Le Secrétaire de Séance,
Gérard ESNault
<p>| | | |</p>
<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Danielle ALLAIN</td>
<td>Joël BARAUD</td>
<td>Christian BERNARD</td>
</tr>
<tr>
<td>Jean-Paul BREGEON</td>
<td>Philippe BRETAUDEAU</td>
<td>Paul CORBET</td>
</tr>
<tr>
<td>Fabrice CUCHOT</td>
<td>Mireille DALAINE</td>
<td>Maurice DILE</td>
</tr>
<tr>
<td>Jean-René FONTENEAU</td>
<td>Danièle GADAIS</td>
<td>Serge GUINAUDEAU</td>
</tr>
<tr>
<td>Jacques LUCAS</td>
<td>Pierre MALINGE</td>
<td>Roland OUVRARD</td>
</tr>
<tr>
<td>Jacques RETHORE</td>
<td>Denis SOURICE</td>
<td>Jean TEURNIER</td>
</tr>
<tr>
<td>Cédric VAN VOOREN</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>